



TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes	VII
Avant-propos	XIII
Sommaire	XV

ÉTUDES

<i>Le droit national, international et européen et la question des rapports entre les différentes hiérarchies des normes, par Jean-Sylvestre BERGÉ</i>	3
I. Quelle utilité matérielle des constructions de type « hiérarchie des normes » dans un contexte d'application multi-niveau du droit ?	7
A. Faible utilité de la hiérarchie des normes en présence de droits différents	7
B. Faible utilité de la hiérarchie des normes en présence de droits complémentaires	10
II. Quelle utilité formelle des constructions de type « hiérarchie des normes » dans un contexte d'application multi-niveau du droit ?	13
A. Relativité de la hiérarchie des normes en présence d'une circulation des situations juridiques	13
B. Recherche stratégique de la « meilleure » hiérarchie des normes	16
<i>Le pluralisme maîtrisé : l'émergence d'un véritable pouvoir discréptionnaire des États, mais rien que du pouvoir discréptionnaire ?, par Aude BOUVERESSE</i>	23
I. La reconnaissance des États-nations : un pluralisme apparent..	28
A. Une consécration constitutionnelle	28
1. <i>L'Union aux prises avec les États</i>	28
2. <i>Une donnée peu innovante</i>	30

B. Une consécration jurisprudentielle.....	33
1. <i>La reconnaissance d'un réel pouvoir discréptionnaire aux États membres dans la mise en œuvre du droit de l'Union européenne</i>	33
2. <i>La reconnaissance jurisprudentielle de l'État-nation ou la consécration de la portée juridique de l'identité nationale</i>	38
II. La persistance de l'État-intégré : un monisme rémanent.....	41
A. Le pluralisme maîtrisé : l'identité nationale placée sous la maîtrise de l'Union.....	42
1. <i>L'identité nationale : un objectif légitime</i>	42
2. <i>La reconnaissance d'un pouvoir d'appréciation au bénéfice des États.....</i>	45
B. L'émergence d'une identité européenne	50
<i>Le mandat d'arrêt européen en question,</i> par Didier REBUT.....	53
I. Une mise en œuvre contestable des motifs de refus d'exécution.....	55
A. Les résistances fréquentes à l'application aux nationaux	55
B. Des atteintes possibles à l'exigence de double incrimination.....	58
II. Une protection insuffisante des libertés et droits fondamentaux	62
A. La faiblesse du contrôle par l'État d'exécution	62
B. L'absence d'application d'un critère de proportionnalité dans l'État d'émission	66
<i>La solidarité financière et la « contractualisation » de la gouvernance économique,</i> par Constantin A. STEPHANOU.....	69
Observations préliminaires	69
I. Les dispositions du traité (TFUE).....	70
A. L'interdiction adressée à la BCE et aux BCN	70
B. Les interdictions adressées à l'Union et ses membres.....	72
C. Les clauses de solidarité	72



TABLE DES MATIÈRES

1075

II. Les antécédents du MES.....	74
A. Les prêts bilatéraux coordonnés à la Grèce.....	74
B. Le mécanisme de soutien afférent aux balances des paiements	76
C. Les mécanismes provisoires de soutien	76
III. Le Mécanisme européen de stabilité	78
A. Traits généraux	78
B. Moyens.....	78
C. Typologie des opérations de soutien	79
D. Principes applicables aux opérations de soutien	80
E. Entrée en vigueur du Traité – Lien avec le Pacte budgétaire	80
F. Le MES face à la crise	81
IV. Les interventions de l'Eurosystème sur les marchés obligataires	82
V. La participation des créanciers privés à la restructuration de dettes souveraines	83
A. Les clauses d'action collective	83
B. La restructuration de la dette publique grecque.....	84
1. <i>Les conditions d'échange des obligations</i>	84
2. <i>Évaluation</i>	86
C. Le régime du MES.....	87
1. <i>La participation des créanciers privés aux restructurations</i>	87
2. <i>Rang des créanciers</i>	87
VI. La logique des mécanismes de soutien – Conclusions	87
A. L'aléa moral	87
B. Les risques de contagion financière	88
C. Efficacité et crédibilité des mécanismes de soutien	89
<i>L'incertitude normative en droit de l'Union européenne, par Jean SIRINELLI.....</i>	91
I. Les contingences de la normativité.....	94
A. L'identification incertaine de la normativité	94
1. <i>Le caractère contraignant</i>	95



2. <i>Les conditions exclues</i>	97
B. Les effets incertains de la normativité.....	101
1. <i>L'effet direct, facteur de variation des effets de la norme..</i>	102
2. <i>Les interférences nationales, facteur de variation des effets de la norme</i>	105
II. Les ambiguïtés de la para-normativité.....	107
A. L'existence d'actes para-normatifs.....	108
1. <i>Les actes para-normatifs</i>	108
2. <i>Le statut juridique des actes para-normatifs.....</i>	110
B. L'exigence de relais normateurs	114
1. <i>Les relais contestables</i>	115
2. <i>Les relais privilégiés</i>	118
<i>L'Union européenne et l'Organisation Mondiale du Commerce : concurrents ou partenaires ?,</i> par Jan WOUTERS.....	121
I. Introduction	121
II. Le changement d'attitude de l'Union européenne vis-à-vis du multilatéralisme.....	122
III. L'OMC et les accords de libre-échange	126
IV. L'impact de la politique commerciale commune de l'Union européenne sur ses engagements envers l'OMC	129
A. La dimension « législative » : le blocage de Doha et les pourparlers pour un accord plurilatéral international sur les services	129
B. La dimension « jurisprudentielle » : le mécanisme de règlement des différends de l'OMC.....	133
V. Conclusion	135
<i>Vers une codification de la procédure administrative non contentieuse des institutions, organes et organismes de l'Union européenne ?,</i> par Jacques ZILLER.....	137
I. Principes, droits et règles de procédure administrative de l'Union européenne : l'état actuel du droit.....	138
A. Les principes, droits et règles de la procédure administrative de l'Union européenne en droit positif....	138



TABLE DES MATIÈRES

1077

1. <i>Le Code européen de bonne conduite administrative comparé aux dispositions contraignantes du droit de l'Union européenne</i>	138
2. <i>Autres principes, droits et règles de la procédure administrative de l'UE identifiés par le Groupe de travail sur le droit administratif de l'Union européenne de la Commission des affaires juridiques</i>	141
B. Le libellé des principes, droits et règles de la procédure administrative de l'Union européenne ...	142
C. Les principes, droits et règles de procédure administrative à thème spécifique	144
D. Les lacunes quant à la formulation des règles et principes de procédure administrative de l'Union européenne	147
II. Les effets potentiels du caractère général d'un règlement sur la procédure administrative l'Union européenne	149
A. Un droit européen de la procédure administrative codifié dans un règlement unique	149
B. Un ensemble unique de règles et de normes facilement identifiables et compréhensibles	151
C. Combler les lacunes dans les règles et principes de procédure administrative de l'Union européenne	154
D. Assurer une plus grande cohérence entre les divers organes, services et organismes et entre les secteurs politiques	157
E. Offrir un modèle commun pour de nouveaux domaines d'action et pour les nouveaux services et organismes de l'Union	158
F. Les effets potentiels du caractère obligatoire d'un droit de l'UE sur la procédure administrative	159

CHRONIQUES

<i>Vie des institutions,</i> par Eleftheria NEFRAMI	167
I. Le Parlement européen, année 2011	167
A. Vie institutionnelle du Parlement européen	167
1. <i>Coopération avec les parlements nationaux</i>	169
2. <i>Accord-cadre interinstitutionnel</i>	169



B. Exercice des pouvoirs du Parlement européen.....	172
1. <i>La sauvegarde de la stabilité économique – la gouvernance économique</i>	172
2. <i>Le Parlement européen et l'action extérieure de l'Union européenne</i>	177
a. Conclusion des accords internationaux	177
b. La PESC.....	181
c. Les droits de l'homme.....	184
d. La politique de voisinage de l'Union européenne	186
e. La représentation internationale de l'Union	189
f. Politiques sectorielles.....	191
g. Élargissement	193
3. <i>Le Parlement européen et les droits fondamentaux dans certains États membres</i>	193
4. <i>Activités législatives du Parlement européen.....</i>	195
5. <i>Activités budgétaires du Parlement européen</i>	201
II. Conseil européen et conseil de l'Union européenne.....	203
A. Vie institutionnelle	204
1. <i>Le Conseil européen, « organe suprême de l'Union »</i>	204
a. L'exercice des fonctions constitutionnelles du Conseil européen	204
(a). La mise en œuvre d'une procédure de révision simplifiée	204
(b). L'exercice du pouvoir de nomination des membres du directoire de la BCE	205
b. L'octroi de nouvelles fonctions au profit du président du Conseil européen	205
c. Vers une présidentialisation collective de l'Union ?	206
2. <i>L'actualité institutionnelle du Conseil de l'Union européenne</i>	207
a. Budget	208
b. Comitologie	209
c. Modification du règlement intérieur du Conseil de l'Union européenne	210



TABLE DES MATIÈRES

1079

B. Impulsion et conduite des politiques de l'Union.....	211
1. <i>Vers une gouvernance économique plus efficace</i>	211
a. La mise en œuvre du premier « semestre européen ».....	211
b. Le « Pacte pour l'Euro plus »	212
c. La négociation et l'adoption du « <i>Six Pack</i> »	212
d. La création du Mécanisme européen de stabilité (MES) ...	213
e. Le pilotage des tests de résistance du secteur bancaire européen	213
f. Le nouveau « Pacte budgétaire »	213
2. <i>Politique intégrée « Énergie-climat »</i>	214
a. Objectifs de la politique de l'énergie pour 2014, 2020 et 2050.....	214
b. Renforcement de la politique énergétique extérieure de l'Union	215
c. Sûreté nucléaire.....	216
d. Poursuite de la diplomatie climatique de l'Union.....	216
e. Développement de la politique de l'environnement	216
3. <i>Les crises internationales majeures</i>	217
a. L'affermissement de la collaboration institutionnelle européenne	218
(a). Une défense constante et conjointe des valeurs de l'Union	218
(b). La relativisation corrélative de la dichotomie fonctionnelle	221
b. L'action des Conseils, gage de cohésion internationale	223
(a). Un soutien constant aux résolutions onusiennes	223
(b). Un appui décisif aux initiatives régionales et aux actions interétatiques	226
4. <i>La protection des droits fondamentaux et de l'État de droit</i>	229
a. La protection interne des droits fondamentaux et de l'État de droit.....	229
(a). Évaluation de la Bulgarie et de la Roumanie	229
(b). La problématique migratoire	229



(c). Décision de protection européenne.....	231
(d). Exploitation sexuelle des enfants.....	231
b. La protection externe des droits fondamentaux et de l'État de droit.....	231

CONCLUSIONS

<i>Le contentieux devant la Cour de justice (2011),</i> par Brunessen BERTRAND.....	237
I. Les évolutions juridictionnelles de la CJUE	238
A. L'évolution conjoncturelle de la Cour	238
1. <i>La composition de la Cour de justice de l'UE</i>	238
2. <i>L'évolution des pratiques institutionnelles de la Cour de justice</i>	239
B. L'évolution des procédures juridictionnelles	240
1. <i>Les modifications du Statut de la Cour</i>	240
2. <i>Les modifications du règlement de procédure</i>	242
II. Les évolutions juridiques des recours contentieux	244
A. Le recours en manquement	244
1. <i>Les innovations relatives aux sanctions pécuniaires</i>	244
2. <i>Les confirmations</i>	245
B. Les nouveautés du recours en annulation	247
1. <i>La recevabilité des recours intenté par les particuliers</i>	247
2. <i>La modulation des effets de l'annulation de mesures restrictives</i>	249
III. Les précisions jurisprudentielles sur les voies de droit	249
A. Les clarifications relatives à la recevabilité	250
1. <i>La recevabilité des renvois préjudiciaux</i>	250
2. <i>La recevabilité des pourvois</i>	251
B. Les confirmations relatives aux conditions de fond.....	254
1. <i>Les conditions d'obtention des mesures provisoires</i>	254
2. <i>Les conditions d'engagement de la responsabilité extracontractuelle</i>	255



TABLE DES MATIÈRES

1081

<i>Finances,</i> par Anne-Marie TOURNEPICHE.....	257
I. Les caractéristiques de la procédure budgétaire annuelle pour l'exercice 2012.....	257
A. Des intérêts classiquement divergents entre les deux branches de l'autorité budgétaire	257
B. Une procédure budgétaire moins conflictuelle qu'en 2010	260
C. Les questions en suspens.....	263
II. Le point de départ de négociations budgétaires stratégiques....	266
A. Les propositions relatives au cadre financier pluriannuel 2014-2020	266
B. Les propositions pour une réforme du financement de l'Union européenne	271
<i>Droits fondamentaux,</i> sous la direction de Romain TINIÈRE en collaboration avec Christophe MAUBERNARD et Claire VIAL, Institut de droit européen des droits de l'homme (IDEDH, Université Montpellier I, EA 3976)	275
I. Application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne	275
A. La fin des incertitudes pesant sur le champ d'application de la Charte en matière contentieuse	275
B. Une utilisation non-contentieuse toujours assez nèbuleuse	278
II. Les relations entre le système de protection des droits fondamentaux de l'Union européenne et celui de la Convention européenne des droits de l'homme	280
A. L'interprétation des dispositions de la Charte des droits fondamentaux de l'Union à la lumière du droit de la Convention.....	280
B. L'adhésion de l'Union à la Convention.....	285
III. La dimension externe de la protection des droits de l'homme	286
IV. Asile et immigration.....	291
V. Les droits de l'enfant.....	294



<i>Citoyenneté,</i> par Myriam BENLOLO CARABOT	297
I. Renouveau	297
A. Une revendication commune : le droit de l'Union européenne peut-il fonder un droit au séjour de ressortissants d'États tiers souhaitant rester ou demeurer sur le territoire de l'Union afin d'y maintenir une vie familiale avec un citoyen de l'Union sédentaire ?	298
B. Les apports : vers un renforcement du droit au séjour du citoyen européen sédentaire	300
1. <i>Applicabilité de la directive 2004/38 aux seuls citoyens ayant circulé sur le territoire de l'UE</i>	301
2. <i>Applicabilité des dispositions du traité relatives à la citoyenneté de l'UE à des « situations purement internes »</i>	303
C. Interrogations et controverses	305
1. <i>Contours du critère de la « privation de la jouissance effective » des droits du citoyen européen</i>	306
2. <i>La détermination de « l'essentiel » des droits du citoyen européen et la question du droit à la vie privée et familiale</i>	308
II. Continuité	310
A. Droit de séjour permanent	310
B. Interdiction de sortie du territoire national pour un motif d'ordre public	314
C. Droit au nom	317
D. Liberté de circulation et fiscalité	320
E. Liberté de circulation et sécurité sociale	322
<i>Espace de liberté, sécurité, justice 2011,</i> par Henri LABAYLE,	325
I. Les politiques communes	325
A. La politique commune de contrôle aux frontières	325
1. <i>Vers un renforcement des capacités de l'Agence en tant que garantie de l'ELSJ</i>	326
2. <i>La concentration des opérations de l'Agence dans la lutte contre l'immigration irrégulière pour l'année 2011</i>	327



TABLE DES MATIÈRES

1083

B. La politique commune d'asile.....	328
1. <i>Les réussites</i>	328
2. <i>Les discussions en cours</i>	329
a. La proposition modifiée de refonte de la directive « Accueil »	329
b. La proposition modifiée de refonte de la directive « Procédures ».....	330
3. <i>La crise du règlement Dublin II : l'impact de la jurisprudence M.S.S.</i>	331
C. La politique commune d'immigration.....	332
1. <i>La gestion des flux migratoires au regard des printemps arabes</i>	332
2. <i>Immigration légale</i>	334
a. Visas.....	334
b. Séjour des ressortissants d'États tiers	335
c. Intégration.....	337
3. <i>Immigration illégale</i>	338
a. Jurisprudence en matière de retour	338
b. Réadmission.....	341
II. La coopération judiciaire civile	342
A. Les avancées législatives en matière de coopération judiciaire civile.....	342
B. Les apports jurisprudentiels en matière de coopération judiciaire civile.....	344
1. <i>L'interprétation du règlement « Bruxelles I »</i>	344
a. Le champ d'application du règlement « Bruxelles I ».....	345
b. L'interprétation stricte des règles spéciales de compétence du règlement « Bruxelles I »	346
c. L'application de la procédure d'equatur.....	347
2. <i>L'application de la Convention de Rome au contrat de travail</i>	347
3. <i>L'applicabilité ratione temporis du règlement Rome II sur la loi applicable aux obligations non contractuelles...</i>	348



4. <i>Interprétation du règlement n° 1346/2000 relatif aux procédures d'insolvabilité</i>	349
5. <i>Règlement n° 1206/2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale</i>	350
III. La coopération judiciaire pénale	351
A. Les efforts de l'UE en matière de protection des victimes..	351
1. <i>Les propositions pour renforcer les droits des victimes.....</i>	351
2. <i>L'adoption de la directive 2011/99/UE du 13 décembre 2011 relative à la décision de protection européenne</i>	353
B. Lutte contre la traite et les abus sexuels et exploitation sexuelle d'enfants.....	355
1. <i>La directive 2011/36/UE du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes</i>	355
a. L'établissement de règles minimales relatives à la définition des infractions pénales dans le domaine de la traite des êtres humains	356
b. Le renforcement de la prévention et de la protection des victimes	356
2. <i>La directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie</i>	357
a. La définition des infractions pénales et des sanctions.....	357
b. Le renforcement de la prévention et de la protection des victimes	358
C. Dixième rapport annuel d'Eurojust	359
1. <i>La priorité donnée à la coordination et à la coopération .</i>	359
2. <i>La persistance de certaines insuffisances.....</i>	360
IV. La coopération policière	361
A. La sécurité intérieure de l'Union européenne	361
B. La protection des données.....	363
1. <i>Les prémisses de la révision du cadre législatif européen de la protection des données.</i>	363
a. Vers un nouveau cadre global de la protection des données personnelles	364



TABLE DES MATIÈRES

1085

b. Le cas particulier de la directive relative à la conservation des données.....	364
2. <i>L'actualisation du système des PNR</i>	365
a. Des négociations entamées.....	365
b. Des négociations abouties : l'accord UE/Australie sur les données PNR.....	367
C. L'OCTA et la lutte contre la criminalité organisée dans l'Union	369
1. <i>Une évaluation stratégique à variables plurielles</i>	369
2. <i>Une évaluation prospective à des fins méthodologiques</i>	371
D. La lutte contre le terrorisme.....	372
1. <i>La persistance de la menace terroriste</i>	372
2. <i>La poursuite de la lutte européenne contre le terrorisme</i> ...	373
3. <i>La jurisprudence de la Cour de justice et du Tribunal de l'Union en matière de terrorisme dans le cadre de la PESC</i>	373
a. L'affaire <i>Sison</i>	374
b. L'affaire <i>People's Mojahedin Organization of Iran</i> (PMOI)	375
<i>Libre prestation des services et droit d'établissement,</i> par Denis MARTIN.....	377
I. Développement législatif, la directive « soins de santé ».....	377
II. Développements jurisprudentiels – Entraves et raisons impérieuses d'intérêt général.....	381
A. L'entrave et les soins de santé transfrontaliers – les arrêts <i>Commission/Luxembourg</i> et <i>Commission/Portugal</i>	381
B. Qu'est-ce qu'une entrave ? Une modulation subjective du concept – Les arrêts <i>Société fiduciaire</i> , <i>Commission c/ Italie</i> et <i>DHL</i>	384
C. Qu'est-ce qu'une raison impérieuse d'intérêt général ? Vers une fragmentation du concept et du contrôle de proportionnalité appliqué ? – Les arrêts <i>Zeturf</i> , <i>Dickinger</i> et <i>Mesopotamia Broadcast</i>	387
D. Entre l'entrave et sa justification par une raison impérieuse d'intérêt général, de la place pour la « différence objective de situation » ? – Les arrêts <i>National Grid Indus</i> et <i>Commission c/ Hongrie</i>	391



E. Les libertés fondamentales, des libertés en évolution constante – Les arrêts « notaires »	394
III. Conclusions	397
<i>Libre circulation des marchandises,</i> par Claude BLUMANN	399
I. Précisions sur le champ d'application de la libre circulation des marchandises.....	400
A. Le champ d'application géographique (<i>ratione loci</i>).....	401
B. Le champ d'application <i>ratione materiae</i>	403
II. Le Droit douanier.....	404
A. Régimes douaniers particuliers, propriété intellectuelle et contre-façon.....	405
B. Heurs et malheurs du bioéthanol.....	408
C. Les avatars du poulet salé, désossé, congelé.....	410
III. Les mesures d'effet équivalent	413
A. Environnement et libre circulation des marchandises	413
B. Mesures d'effet équivalent à l'exportation	418
<i>Concentrations,</i> par Dominique BERLIN.....	423
I. Actualité jurisprudentielle	424
II. Les autorisations simples.....	436
L'affaire <i>Caterpillar/MWM</i> (Comp/M.6106) du 19 octobre 2011	437
III. Les autorisations sous condition	454
<i>Droit des pratiques étatiques anticoncurrentielles,</i> par Loïc GRARD	459
I. Aides d'État	460
A. La notion d'aide d'État : l'article 107 § 1	460
1. <i>Un avantage économique</i>	461
a. Les allégements de charge fiscale.....	462
b. Le critère de l'investisseur privé en économie de marché	463
2. <i>Un avantage sélectif</i>	465
3. <i>Mesure imputable à l'État et avantage au moyen d'une ressource d'État</i>	468



TABLE DES MATIÈRES

1087

4. <i>Notion d'activité économique</i>	469
5. <i>Incidence de l'aide sur les échanges économiques et la concurrence</i>	469
B. Compatibilité et légalité des aides d'État	470
1. <i>Légalité et illégalité des aides d'État</i>	470
2. <i>Compatibilité et incompatibilité des aides avec le marché intérieur : articles 107 § 2 et 107 § 3 TFUE</i>	475
a. Aides d'État en contexte de crise financière : article 107 § 3 alinéa b).....	476
b. Aides à la formation	480
c. Règlements d'exemption et communications	480
C. Procédures	482
1. <i>Déroulement de la procédure administrative</i>	482
2. <i>Règles procédurales</i>	483
a. Obligation de motiver	483
b. Droits de la défense	484
c. Protection de la confiance légitime.....	484
3. <i>Recevabilité des recours en annulation</i>	485
a. Intérêt à agir	485
b. Nature de l'acte	487
II. Services d'intérêt économique général.....	489
A. Services d'intérêt économique général et droit des aides d'État.....	489
1. <i>Pratique décisionnelle</i>	489
a. Application de l'article 106 § 2 TFUE : le cas de la radiodiffusion de service public.....	490
b. Application du règlement n° 1370/2007 : les transports terrestres	492
2. <i>Législation</i>	493
a. Financements indépendants du droit des aides d'État : les « mini » services publics.....	494
b. Les financements dans le respect du droit des aides d'État, sans contrôle préalable de la Commission, « petits services publics » et « services sociaux »	495



c. Les financements sous contrôle au nom du droit des aides d'État : les « grands » services publics.....	497
B. Les services d'intérêt économique général au-delà du droit des aides d'État.....	498
<i>Contrats publics,</i>	
par Delphine DERO-BUGNY.....	501
I. Actualité législative.....	501
II. Actualité jurisprudentielle	509
A. Marché public de services et concession de services	509
B. Marchés de travaux.....	513
C. Marchés portant sur des services relevant de l'annexe II B de la directive 2004/18/CE	513
D. Égalité de traitement/ directive recours	516
<i>Politique Agricole Commune,</i>	
par Marc BLANQUET	519
I. Cadre général de la PAC	520
A. Le cadre stratégique : « l'horizon 2020 ».....	520
1. <i>Les défis et les objectifs</i>	521
2. <i>Les instruments et les options</i>	522
3. <i>Les propositions législatives</i>	524
B. Le cadre financier.....	526
C. Le cadre géographique	527
II. Mesures relatives aux marchés agricoles.....	528
A. Le « paquet Lait »	528
B. La recherche de compétitivité	529
C. Le problème des stocks et de l'aide alimentaire.....	529
III. « 3 ^e pilier » de la PAC :	
Qualité des produits, santé et sécurité alimentaire.....	531
A. Qualité des produits agricoles	531
1. <i>Le paquet « qualité »</i>	532
2. <i>L'étiquetage des produits bio</i>	534



TABLE DES MATIÈRES

1089

3. <i>Le Livre vert sur la promotion des saveurs de l'Europe</i>	535
B. Santé	535
C. Santé animale et bien-être animal	536
D. Sécurité alimentaire	537
1. <i>Jurisprudence</i>	537
2. <i>Législation</i>	541
<i>Droit des transports 2011</i> , par Vincent CORREIA, Loïc GRARD, Sébastien MARTIN.....	547
Introduction.....	547
I. Transports terrestres.....	549
A. Des transports terrestres plus sûrs.....	550
B. Des transports terrestres plus efficaces	552
C. Des transports terrestres plus respectueux de l'environnement.....	553
II. Le transport aérien	555
A. L'application classique du droit de la concurrence à l'activité aérienne	556
B. La confirmation de l'interprétation consumériste des droits des passagers aériens.....	558
C. La contestation des mesures de réduction des gaz à effet de serre produits par l'aviation civile	559
D. La poursuite des efforts entrepris dans le secteur de la navigation aérienne.....	562
E. Le développement des relations extérieures de l'Union européenne	564
<i>La protection de l'environnement</i> , par Ludwig KRÄMER	567
I. La planification environnementale.....	567
A. Le 6 ^e Programme d'action en matière d'environnement..	567
B. Le plan d'action en faveur de l'éco-innovation	569
C. La proposition LIFE 2014-2020	569
D. Le contrôle d'application.....	569



II. Les différents secteurs de la politique en matière d'environnement	570
A. Les questions horizontales	570
Accès à l'information et accès à la justice en matière d'environnement	570
Évaluation d'impact	572
Statistiques	574
B. Biodiversité et conservation de la nature	574
Protocole de Nagoya	574
Stratégie sur la biodiversité	574
Protection des baleines	575
Les cormorans	575
La jurisprudence de la Cour de Justice	576
C. Produits	577
Bisphénol A	577
Substances dangereuses dans les produits électriques et électroniques	577
Restriction d'utilisation de certaines substances	578
Créosote	578
Biotechnologie	578
Cadmium et PVC	578
Importation et exportation de substances chimiques dangereuses	579
L'écoconception	579
Le label écologique	579
Normalisation	580
Nanomatériaux	580
Jurisprudence de la Cour de Justice	581
D. Installations industrielles	581
Activités offshore	581
Jurisprudence de la Cour de Justice	582
E. Protection de l'eau	583
Substances radioactives dans l'eau potable	583



TABLE DES MATIÈRES

1091

Liste de substances dangereuses	583
Eau et sécheresse.....	583
Jurisprudence de la Cour de Justice.....	584
F. Pollution de l'air.....	584
Eurovignette.....	584
Combustibles marins	585
G. Bruit.....	585
Bruit en provenance des voitures.....	585
Bruit et aéroports.....	586
Jurisprudence de la Cour de Justice.....	586
H. Déchets et gestion des ressources	587
Déchets radioactifs	587
Les déchets cessent d'être des déchets	587
Mercure métallique.....	588
Sacs en plastique.....	588
Gestion des ressources.....	588
Jurisprudence de la Cour de Justice.....	589
III. Intégration des exigences environnementales dans les autres politiques de l'Union.....	589
A. Environnement et changement climatique	589
Véhicules utilitaires légers	589
Stratégie vers 2050	590
Surveillance des émissions de gaz à effet de serre.....	590
Jurisprudence de la Cour de Justice.....	591
B. Environnement et énergie.....	592
Taxations des carburants	592
Stratégie vers 2050	592
C. Environnement et transport.....	592
Stratégie vers 2050	592
Politique aéroportuaire.....	593
Jurisprudence de la Cour	593



<i>Santé publique,</i> par Nathalie DE GROVE-VALDEYRON	595
I. Aspects législatifs.....	597
A. Le développement d'un marché intérieur de la santé	597
1. <i>Les droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers</i>	597
2. <i>Qualité, sécurité et prévention</i>	600
a. Directive 2010/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation	600
b. Retraitement des dispositifs médicaux et innovation dans le secteur des dispositifs médicaux	600
c. Prévention des blessures.....	603
3. <i>Médicaments et produits de santé : poursuite de l'examen du « paquet pharmaceutique »</i>	603
a. Information relative aux médicaments soumis à prescription médicale : deux propositions modifiées et adoptées par la Commission.....	603
b. Pharmacovigilance : une nouvelle directive et un nouveau règlement en 2010... à renforcer encore en 2011 !	604
1. <i>Une nouvelle législation en 2010...</i>	604
2. à renforcer encore en 2011	605
c. Contrefaçon	606
B. Les actions de l'Union relevant du 2 ^e programme d'action en matière de santé (2008 - 2013)	607
1. « <i>Un bon état de santé dans une Europe vieillissante »</i>	607
a. La lutte contre le tabagisme	607
b. Lutte contre la drogue	608
2. <i>Protection des citoyens contre les menaces pour la santé ..</i>	609
a. La lutte contre le cancer	609
b. Maladie d'Alzheimer et autres démences	610
c. Maladies chroniques	611
d. Lutte contre les menaces transfrontières graves pour la santé	611



TABLE DES MATIÈRES

1093

C. Le troisième programme d'action pluriannuel de l'Union dans le domaine de la santé (2014-2020) : la santé en faveur de la croissance : <i>un projet en cours d'examen</i>	612
II. Développements jurisprudentiels	612
A. Santé publique et libre circulation des personnes.....	613
1. <i>Les soins de santé transfrontaliers</i>	613
2. <i>Santé publique et quotas pour l'accès aux études médicales</i> ..	616
3. <i>Le maillage territorial des pharmacies</i>	617
B. Santé publique et libre circulation des marchandises.....	617
1. <i>L'arrêt Solgar</i>	618
2. <i>Le principe de précaution : arrêt de la Cour Commission contre France et arrêt du Tribunal France contre Commission</i>	619
a. La mise en œuvre du principe de précaution	620
b. La vente par internet de lentilles de contact : l'Europe, février 2011, comm. 51.	623
3. <i>Libre circulation des produits sanguins et protection des inventions biotechnologiques</i>	624
a. L'Europe, février 2011, comm. 48 du 9 décembre 2010....	624
b. Protection des inventions biotechnologiques : l'arrêt <i>O. Brüstle</i>	624
<i>Questions sociales,</i> par Sylvie HENNION	627
I. Vocations sociales de la citoyenneté européenne	627
A. Regroupement familial	628
B. Droit de séjour	631
C. Propositions et communications de la Commission européenne	633
1. <i>Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant, pour la période 2014-2020, le programme droit et citoyenneté, COM/2011/0758 final</i> ..	633
2. <i>Mobilité des citoyens : Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : L'Acte pour le marché unique, douze leviers pour stimuler la croissance et renforcer la confiance ; ensemble pour une nouvelle croissance</i>	633



II. Circulation des travailleurs.....	634
A. Règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union	634
B. Droit international du travail.....	635
C. Accès à l'emploi	639
D. Emploi des ressortissants des pays tiers.....	641
III. Protection sociale de la mobilité.....	643
IV. Conditions de travail.....	647
A. Durée et temps de travail.....	647
B. Discriminations fondées sur l'âge.....	649
<i>Propriétés intellectuelles et droit de l'Union européenne, par Célia ZOLYNSKI.....</i>	653
I. Liberté de circulation, libre concurrence et droit de propriété intellectuelle : vers une remise en cause des exclusivités territoriales ? CJUE 4 octobre 2011, <i>Premier League</i> , aff. C-403/08	654
A. Analyse de l'exclusivité.....	655
B. Une portée encore incertaine.....	658
II. Droits fondamentaux : Obligation des intermédiaires de l'internet, filtrage et proportionnalité. CJUE 24 nov. 2011, <i>ScarletExtended SA</i> , C-70/10	660
III. Harmonisation. Directive. Droit d'auteur et droits voisins. Quand la Cour de justice dessine la notion d'originalité : CJUE 1 ^{er} décembre 2011, <i>Eva Painer</i> , C-145/10.....	667
<i>Chronique union économique et monétaire, par Francesco MARTUCCI.....</i>	675
I. Stabilité monétaire.....	675
A. L'indépendance des banques centrales à l'épreuve du politique.....	676
1. <i>L'indépendance personnelle des membres du directoire de la BCE</i>	676
2. <i>L'indépendance institutionnelle de la Banque centrale hongroise</i>	679
B. Les activités de banque centrale à l'épreuve de la crise	681
1. <i>L'émission monétaire</i>	682
2. <i>La politique monétaire</i>	683



TABLE DES MATIÈRES

1095

3. <i>Politique de change</i>	688
4. <i>La participation au système européen de surveillance financière</i>	689
5. <i>La coopération internationale</i>	691
II. Stabilité budgétaire.....	692
A. La solidarité financière pérennisée par le MES	692
1. <i>Le dispositif ad hoc pour la Grèce</i>	693
2. <i>La première version du MES</i>	696
3. <i>La seconde version du MES</i>	698
B. La discipline budgétaire renforcée par le <i>Six Pack</i>	701
1. <i>La révision du Pacte de stabilité et de croissance</i>	701
2. <i>La procédure pour déséquilibres macroéconomiques</i>	705
3. <i>Différenciation et répression</i>	707
4. <i>Le semestre européen</i>	709
5. <i>Quelques nouveautés institutionnelles</i>	711
<i>Droit des relations économiques extérieures de l'Union,</i> sous la direction de Christine KADDOUS et Dominique BERLIN ..	713
Liste des arrêts commentés.....	713
I. Contentieux des actes unilatéraux.....	715
A. Le régime de libération des échanges	715
B. Le régime de défense commerciale.....	729
II. Droit conventionnel.....	737
A. Le régime	737
B. Le contenu	743
<i>CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE,</i> par Fabrice PICOD	751
I. – Recueils de textes.....	751
II. – Traités et manuels.....	756
III. – Monographies et ouvrages spécifiques	775
IV. – Thèses.....	796
V. – Ouvrages collectifs.....	821
VI. – Ouvrages à caractère pédagogique.....	869
VII. – Mélanges et recueils d'études	888



<i>REVUE DES REVUES,</i>	
sous la responsabilité de Fabrice PICOD	891
Avec les contributions de	891
Revues analysées	892
I. Constitution de l'Union européenne et Traité de Lisbonne	894
II. Droits nationaux et de droits européens	898
III. Élargissement	909
IV. Droits fondamentaux	910
V. Droit institutionnel et citoyenneté européenne	932
VI. Contentieux	948
VII. Relations extérieures	955
VIII. Espace de liberté, de sécurité et de justice	959
IX. Libertés de circulation	966
X. Fiscalité et douanes	974
XI. Concurrence	979
XII. Actions et politiques communes	986
XIII. Propriété intellectuelle	1011
XIV. Droit international privé de l'Union	1012